



CONSEIL DE COMMUNAUTE

VENDREDI 09 AVRIL 2021

L'an deux mille vingt et un, le neuf avril, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni centre culturel Le Family à Landerneau sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénac, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

SOUDON Chantal

Excusés

BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)
QUENTRIC-BOWMAN Morgane (pouvoir à POUPON Julien)

Conseil de Communauté du 9 avril 2021
Délibération n°DCC2021_055

Objet	Révision de la politique
Rapporteur	Patrick LECLERC
Service	Services techniques
Thème	Schéma communautaire sentiers de randonnées et fonds de concours

Patrick LECLERC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Depuis 2002 la Communauté a fait évoluer sa politique de soutien des communes dans la réalisation d'itinéraires de randonnée, qui s'est concrétisée par la réalisation de tronçons d'aménagement sur les sentiers des crêtes et le sentier du littoral, sans que tous ces aménagements soient référencés au Plan Départemental des itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR).

Les communes menaient par ailleurs des aménagements de boucles locales qui pour la plupart ne bénéficiaient pas d'un référencement au PDIPR.

Fort de ce constat, la Communauté a décidé de mener en relation avec les communes une étude confiée à l'ONF depuis fin 2019, qui vise à rendre lisible les aménagements en matière de randonnée (randonnée pédestre, VTT, équestre...). Les cheminements ainsi identifiés devront être inscrits au (PDIPR) et permettront de compléter l'offre d'activités de pleine nature à l'échelle de la Communauté et plus largement du Pays de Brest. Par la suite, les cheminements pourraient s'ouvrir à d'autres pratiques plus diversifiées (trail,...)

L'élaboration d'un schéma communautaire de randonnée

Sur la base des boucles repérées dans le cadre de cette étude et en accord avec les communes, le conseil de Communauté sera appelé à définir un nouveau schéma communautaire de randonnée dont un projet est joint en annexe à la présente délibération.

C'est sur la base de ce schéma que les communes, qui restent compétentes en la matière, pourront solliciter un appui technique et financier pour le portage de leurs dossiers, aussi bien dans la phase de création que pour assurer un entretien régulier.

Le schéma présenté ne définit pas un tracé définitif mais bien un tracé de principe qui pourra être modifié pour tenir compte d'impératif juridique, technique ou financier. Il sera proposé, à ce titre, au conseil de Communauté de confier au Bureau communautaire le soin d'instruire et valider chaque dossier déposé.

Ce schéma retient les itinéraires dénommés :

- Sentier du littoral,
- Sentier des crêtes,
- Randonnée entre le château de La Roche-Maurice et celui de La Forest-Landerneau
- Randonnée de la Mignonne entre Daoulas et Saint-Eloy
- Boucles locales retenues dans le cadre de l'étude menée avec l'ONF.
- Boucles locales actuelles ou à venir faisant l'objet d'un classement PDIPR

L'accompagnement de la Communauté

Appui technique

Afin de coordonner les différents dossiers, la Communauté apporte son soutien technique aux communes, qui restent compétentes pour l'élaboration des dossiers :

- Dossier en vue d'un référencement au PDIPR, adressé au Conseil départemental
- Dossier de subvention ou de réponse à d'éventuels appels à projets, dont une copie sera transmise à la Communauté pour instruction technique.

Cas des communes portant des projets au-delà des limites communales

Les communes qui présentent une boucle dont le tracé s'étend sur des communes limitrophes, assurent le portage financier de l'ensemble du projet. Elles peuvent solliciter, si des travaux sont rendus nécessaires sur la ou les commune(s) concernée(s), un accompagnement de la Communauté, qui proposera un modèle de convention de maîtrise d'ouvrage mandatée, confiant le soin à la commune portant le projet de réaliser pour son compte et à ses frais, tout ou partie des travaux et aménagements requis.

Soutien financier

Afin d'assurer une coordination et une cohérence de la signalétique directionnelle, des mobiliers, des supports d'information présentant les boucles ou des supports d'interprétation du patrimoine (naturel, historique,...), un cahier des charges commun est établi et pourra être mis en œuvre par le biais d'un ou de marché à bons de commande, en groupement(s) de commandes.

Pour accompagner les communes dans le portage de ces projets, en phase de création puis pour l'entretien des sentiers, la Communauté apporte son soutien financier par le biais de fonds de concours dont les modalités sont précisées ci-dessous.

Les communes qui sollicitent un fonds de concours procéderont ainsi :

- dépôt du dossier auprès des financeurs, dont le Conseil départemental ; en parallèle la Communauté instruit le dossier et valide son contour pour un avis favorable de principe
- à l'obtention des subventions par les financeurs, dossier de sollicitation à la Communauté du versement de fonds de concours définitif sur le reste à charge.

Contenu du dossier de sollicitation définitive de fonds de concours

- le tracé, sa longueur totale, sa longueur hors voirie,
- les financements extérieurs obtenus,
- le financement sollicité sur le reste à charge au titre du fonds de concours pour une création ou un entretien.

Le conseil de Communauté sera appelé à désigner le Bureau communautaire pour instruire et décider des financements à attribuer aux communes concernées sur la base de la grille ci-dessous.

Le Bureau donnera un avis sur le dossier déposé dans le cadre de la recherche de financements extérieurs.

Une convention finalisera et actera des décisions prises par le Bureau communautaire pour le versement du fonds de concours.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu le schéma communautaire de randonnée présenté en annexe

Vu l'article L 5215-16-V du CGCT

Considérant que ce projet vise à organiser sur l'ensemble du territoire une offre touristique pérenne et visible par le biais des différents médias

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 9 mars 2021

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Annule les délibérations numérotées 2002-68, 2004-70, 2005-25, 2011-114, 2013-09, 2013-152, 2014-167 et 2014-168,

Article 2 : Approuve le schéma communautaire de randonnée joint en annexe,

Article 3 : Approuve les conditions financières d'accompagnement des communes par la Communauté, sous forme de fonds de concours :

Création d'un cheminement	Type de travaux ou équipements	Taux d'intervention déduction faite des subventions à minima CD 29	Plafond de financement
---------------------------	--------------------------------	--	------------------------

	Équipements spécifiques : passerelle, platelage surélevé, ouvrage de franchissement, escalier, clôture, aménagement de voirie en traversée de route à grande circulation ou dangereuse, espace d'accueil pouvant comprendre bloc sanitaire et place de stationnement, aménagement de valorisation touristique d'un itinéraire ...	50 % du reste à charge	Analyse du dossier au cas par cas
	Tronçon courant d'aménagement	40 % du reste à charge en cas de travaux réalisés en régie	15 € HT du m de cheminement
	Tronçon de type voie verte ou accessible handicap (PMR)		40 € HT du m2 de cheminement
	Signalétique directionnelle, supports d'information, accès cheminement, mobiliers		Base marché retenu
Entretien annuel d'un cheminement	Type de travaux ou de prestation	Taux d'intervention	Plafond de financement
	Renouvellement de la signalétique directionnelle (1 fois tous les 10 ans)	50 % du reste à charge	Base marché retenu
	Entretien des aménagements (faucardage, débroussaillage et élagage d'entretien), de la signalétique directionnelle, des équipements, des aménagements spécifiques		1000 € TTC le kilomètre

Article 4 : Décide de confier au Bureau communautaire la validation des demandes d'attribution des fonds de concours déposées par les communes, tant pour la création d'un sentier de randonnée que pour son entretien, dans les conditions citées à l'article précédent.